

plutôt que sur une aide considérable aux programmes de recherches fondamentales. Pour les sciences sociales, la dixième session n'a pas adopté de nouveaux projets, mais elle a approuvé sans hésiter les projets en cours. En ce qui concerne l'encouragement à la compréhension mutuelle des divers continents, les États membres pensent que l'UNESCO jouerait utilement le rôle qui lui est confié, en renforçant l'aide accordée aux organisations culturelles non gouvernementales. Pour ce qui a trait aux moyens de grande communication, les États membres pensent qu'il faut au premier chef encourager et faciliter le libre échange de renseignements par tous les procédés disponibles. Dans tous ces domaines, le programme d'échanges de personnes est un facteur important et il a reçu l'appui entier de la Conférence.

Afin de mieux concentrer ses ressources à l'avenir et les employer à meilleur escient, la Conférence a passé en revue les initiatives prises depuis 1946 dans 12 grandes régions, et a adopté un projet de résolution autorisant le directeur général à rédiger un rapport qui sera soumis en 1959 au Conseil économique et social des Nations Unies, répondant ainsi à une demande adressée à toutes les institutions spécialisées. Ce rapport passera en revue les travaux et les réalisations de l'UNESCO et indiquera par quels procédés ses divers projets pourraient prendre plus d'ampleur au cours de la période quinquennale qui va suivre.

Délégation canadienne

La délégation du Canada, dirigée par M. N. A. M. MacKenzie, président de l'Université de Colombie-Britannique et président de la Commission nationale du Canada pour l'UNESCO, comprenait les membres suivants: M. Benjamin Rogers, ambassadeur du Canada en Turquie; MM. R. J. McCleave, député d'Halifax (Nouvelle-Écosse); E. Morissette, député de Rimouski (Québec); W. H. Swift, sous-ministre de l'Éducation de l'Alberta; le professeur P. H. Brieger, de la Faculté des arts et d'archéologie de l'Université de Toronto; M. Pierre Gendron, doyen de la Faculté des sciences de l'Université d'Ottawa; MM. Kaplansky, directeur des affaires internationales du Congrès du Travail canadien, Marcel Ouimet, de Radio-Canada, Eugène Bussière, secrétaire de la Commission nationale du Canada pour l'UNESCO, E. F. Sheffield, président du comité du programme à la Commission nationale pour l'UNESCO, M. Harris Armstrong et M^{lle} Mary Q. Dench, du ministère des Affaires extérieures, ainsi que M. Gérard Bertrand, de l'ambassade du Canada à Paris.

Conférence de la Commission nationale du Canada

Du 12 au 14 mars 1958, s'est tenue à Montréal la première conférence annuelle de la Commission nationale du Canada pour l'UNESCO.* Les membres de la délégation à la dixième session, qui s'étaient occupés des divers programmes au cours de la Conférence générale, ont défini à Montréal le nouveau programme pour 1959 et 1960. Les groupes de travail pour chaque région avaient étudié quelle serait la participation canadienne durant la prochaine période biennale. Une attention toute particulière a été accordée au projet majeur d'appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident. L'orateur principal à la Conférence a été M. H. E. Toru Haguiwara, ambassadeur du Japon au Canada, qui a représenté son pays au Conseil exécutif de l'UNESCO de 1952 à 1956.

*Voir Affaires extérieures, mars 1958.